



openbaar ministerie  
ministère public

---

**Parket bij het hof van beroep  
te Brussel**

---

**Parquet près la cour d'appel  
de Bruxelles**

**Auditoraat-generaal bij het  
arbeidshof te Brussel**

---

**Auditorat général près la  
cour du travail de Bruxelles**

**Plechtige openingszitting van het arbeidshof te Brussel**

**4 september 2023**

**Rede uitgesproken door procureur-generaal Johan Delmulle**

**Audience solennelle de rentrée de la cour du travail de Bruxelles**

**4 septembre 2023**

**Discours prononcé par le procureur général Johan Delmulle**

\*\*\*

Mevrouw de eerste voorzitter, ik neem opnieuw het woord om te voldoen aan de bepalingen van het artikel 345 van het Gerechtelijk Wetboek teneinde bij de aanvang van het nieuw gerechtelijk jaar, u mede te delen hoe binnen ons rechtsgebied recht werd gesproken.

Door de hoven en rechtbanken, evenals door de parketten en auditoraten, wordt jaarlijks een gedetailleerd werkingsverslag opgesteld voor het voorbije burgerlijk jaar, zodat ik er niet meer toe gehouden ben een ellenlange opsomming van cijfers en percentages te geven.

Ik zal mijn uiteenzetting dan ook beperken tot het verstrekken van enige relevante informatie met betrekking tot de werking van de arbeidsrechtbanken en de arbeidsauditoraten behorende tot ons rechtsgebied. Tevens zal ik ook even terugblikken op de werkzaamheden van het arbeidshof en het auditoraat-generaal.

**Je commencerai par vous décrire les principales tendances qui se sont dégagées des activités de l'auditorat du travail de Bruxelles.**

L'auditorat du travail compte 14 magistrats francophones sur un cadre de 15 et 2 magistrats néerlandophones sur un cadre de 3 au 31 décembre 2022.

Pour les affaires francophones, il y a plus d'affaires civiles (2.768) que pénales (2.483), soit une proportion de 53%-47%.

En ce qui concerne les affaires néerlandophones, le nombre d'affaires pénales (634) est nettement plus élevé qu'en civil (336), même si l'écart est moins important que les années antérieures (en 2022 : 65%-35% ; en 2021 : 78%-22%). Cela s'explique par le fait que le nombre d'affaires civiles néerlandophones a fortement augmenté (336 en 2022 contre 208 en 2021, soit une augmentation de 61%), alors que le nombre d'affaires pénales a diminué (634 en 2022 contre 729 en 2021 soit une baisse de 13%).

L'augmentation du nombre d'affaires civiles est surtout lié à l'augmentation du contentieux Fedasil.

En 2022, l'auditorat du travail de Bruxelles a reçu 6.221 nouvelles affaires civiles, toutes matières et les 2 rôles linguistiques confondus.

Ceci représente une légère diminution de 1,7 % par rapport à 2021.

L'auditorat du travail a rendu 3.355 avis, soit une légère diminution par rapport à 2021.

La section civile francophone de l'auditorat a principalement développé trois projets au cours de l'année 2022 :

- Le développement d'un modèle et un système de dossier numérique. Le but était d'intégrer le cabinet virtuel externe dans le logiciel Justscan. De la sorte, la communication des nouvelles pièces avec les magistrats se fait dans le même logiciel que celui utilisé pour la consultation des dossiers.

L'auditorat du travail de Bruxelles fonctionne désormais avec un dossier numérique dans certaines chambres de sécurité sociale et également dans le domaine du droit de travail.

- L'utilisation de notes standardisées et partagées via OneNote.

Un canevas standard de notes a été conçu par les coordinateurs de cellule et un système de partage et de gestion a été mis en place

via l'application OneNote. Le système a été jugé satisfaisant sans nécessité de nouvelle évolution.

- La rédaction d'un vade-mecum civil.

L'objectif était de décrire, clarifier et rationaliser les procédures administratives tout en les inscrivant progressivement dans la structure et la logique de conception des BPM nationaux.

Le projet a été développé via l'application OneNote.

A côté de ces projets, divers échanges ont eu lieu au cours de l'année avec le greffe et le tribunal du travail francophone pour convenir des conséquences pour l'auditorat de la numérisation totale (au 1<sup>er</sup> janvier 2022) décidée par le tribunal et son greffe.

De la sorte, la communication sur support papier a été remplacée par une communication strictement électronique entre le greffe et l'auditorat. A la demande du greffe, dans toutes les matières, le dossier de l'information est désormais placé sur e-deposit par le bureau administratif de l'auditorat.

Au niveau du tribunal du travail francophone, le rapport de fonctionnement mentionne une occupation effective du cadre de 80,91 %, compte tenu des absences pour raisons médicales.

Il a enregistré 12.144 nouvelles affaires en 2022, quasiment le double par rapport à 2021. Le tribunal a prononcé 13.002 jugements et ordonnances.

Un nombre colossal de 7.082 nouvelles affaires correspondent quasi-exclusivement aux procédures en (extrême) urgence (requêtes unilatérales et référé) en matière Fedasil. Celles-ci sont liées à la problématique de l'accueil des demandeurs d'asile. Ce contentieux augmente dans une proportion considérable et cette situation est devenue structurelle depuis 2020.

Le comité de direction du TTFB a mis en place des processus internes spécifiques pour absorber et optimiser le traitement de ce contentieux qui doit être traité en (extrême) urgence.

Il convient de noter que la durée moyenne du traitement de ce type d'affaires est de seulement 4 jours (contre 54 au niveau national), ce qui explique que 99% des affaires soient déjà clôturées.

En parallèle, l'augmentation du contentieux se marque aussi dans les saisines du bureau d'assistance judiciaire et dans les dossiers introduits au fond contre Fedasil.

L'explosion de ce contentieux a inévitablement eu un impact sur le traitement des autres contentieux – notamment quant au délai de traitement – et sur la charge de travail puisqu'il ne s'est accompagné d'aucun renfort.

Wat de Nederlandstalige arbeidsrechtbank betreft, was er een effectieve kaderbezetting van 85,11 %, waarbij rekening werd gehouden met het ziekteverzuim.

In 2022 werden 2.342 nieuwe zaken geregistreerd (aantal zaken van Halle-Vilvoorde en Brussel), ofwel een stijging van 22 % ten opzichte van 2021 (1.915 nieuwe dossiers).

Er werden 4.008 dossiers afgesloten. Volgens het werkingsverslag van de Nederlandstalige arbeidsrechtbank Brussel werden in het kader van een Europees project 'Recovery and resilience facility' hangende 'slapende zaken' (d.w.z. zaken waarin er gedurende een bepaalde tijd niets concreets meer ondernomen is) gedetecteerd en definitief afgesloten.

94 % van de eindvonnissen werd binnen de twee maanden na de sluiting van de debatten uitgesproken. Er is in geen enkele kamer achterstand.

Avant d'aborder les activités pénales de l'auditorat du travail de Bruxelles, il me paraît important, en guise de préambule, de rappeler que la COL 12/12, qui détermine la politique criminelle des auditorats du travail du Royaume, a été révisée le 28 décembre 2021.

Les modifications essentielles de la nouvelle COL se situent au niveau des points suivants :

- l'escroquerie et le faux en droit pénal social disparaissent de la liste des priorités (ils se retrouvent comme composantes de la fraude sociale grave et organisée) ;
- le non-paiement de la rémunération pour une période de 3 mois au moins disparaît de la liste des priorités. Priorité à la voie civile a été donnée sur ce point ;
- la nécessité que les 3 travailleurs dépourvus de titre de séjour ou les 5 travailleurs non déclarés à la DIMONA soient constatés au travail lors d'un même contrôle (deuxième ordre de priorité) ;
- le nombre de travailleurs dépourvus de LIMOSA est précisé et fixé à 5 (deuxième ordre de priorité) ;
- le seuil pour la fraude caractérisée à la sécurité sociale passe à 40.000 euro par contrevenant (au lieu de 20.000 euro) (deuxième ordre de priorité).



L'auditorat du travail de Bruxelles a reçu 2.427 procès-verbaux en français.

Il a par ailleurs reçu 56 dossiers en tachygraphe. Le nombre de nouveaux dossiers a diminué de 7,7% par rapport à 2021.

Sous réserve de quelques exceptions, les transactions proposées par l'auditorat passent par Crossborder depuis le printemps 2022. Une fois les éléments nécessaires encodés dans MaCH, Crossborder envoie la proposition de transaction au contrevenant et se charge des rappels. Les collaborateurs du bureau et magistrats ont dû se familiariser au programme sans véritable formation. Quelques dossiers ont connu un résultat positif sans encombre, d'autres ont nécessité plus de temps et d'énergie. Le système connaît encore de réguliers ratés mais la situation s'améliore au fur et à mesure que les membres de l'auditorat développent une connaissance de l'outil.

En 2022, le montant des transactions pénales proposées atteint 709.723,94 euros. Ce montant est en augmentation par rapport à 2021 (654.671,52 euros), malgré le fait que le nombre de transactions dans des dossiers CORONA a drastiquement diminué. Il s'agit donc d'un excellent résultat. Le montant total des transactions payées est de 515.506,64 euro (contre 537.593,86 euro en 2021).

En 2022, 8 transactions pénales élargies ont été proposées par l'auditorat du travail, pour un montant de 44.228,36 euro. Cinq d'entre elles ont été homologuées en 2022. Trois ont été homologuées en 2023.

Le tribunal correctionnel francophone a prononcé 90 jugements (dont 18 jugements rendus sur opposition) (82 condamnations, 12 acquittements, 10 suspensions du prononcé). Il en avait prononcé 73 en 2021. 86 audiences se sont tenues devant le tribunal correctionnel.

Le nombre de condamnations est substantiellement plus élevé que le nombre d'acquittements ou de suspensions du prononcé.

Le montant total des amendes fermes prononcées par le tribunal correctionnel (1.209.160 euro) est sensiblement plus bas qu'en 2021 (2.916.234 euro).

Le montant des amendes prononcées avec sursis augmente quant à lui fortement : 1.228.800 euro (962.400 euro en 2021).

Les peines d'emprisonnement prononcées représentent 109 mois d'emprisonnement ferme, là aussi en nette diminution par rapport à 2021 (372).

Les peines d'emprisonnement prononcées avec sursis sont de 140 mois (2021 : 129 mois).

Les peines de travail prononcées représentent, quant à elles, 635 heures (975 heures en 2021).

Le tribunal correctionnel a confisqué la somme de 526.439,25 euro.

En 2022, 609 procès-verbaux devant être traités en néerlandais sont parvenus à l'auditorat du travail soit une diminution de 12,75 % par rapport à l'année 2021 (698 procès-verbaux). L'auditorat du travail a également reçu 25 PV en tachygraphe.

Il y a eu 10 audiences correctionnelles et 24 jugements ont été rendus.

En matière de TEH, une décision importante a été rendue le 22 juin 2023. Dans un dossier ouvert en 2019 dans le cadre duquel une dame de nationalité éthiopienne a déclaré avoir été victime d'exploitation de la part d'un diplomate koweïtien, celui-ci et son épouse ont tous les deux été condamnés par défaut à une peine d'emprisonnement ferme de 2 ans et à une amende de 12.000 euro pour des faits de traite des êtres humains (exploitation économique), de détention illicite, d'absence de déclaration DIMONA et de non-paiement de la rémunération. Par un jugement du 22 juin 2023, rendu sur opposition, le tribunal a confirmé les sanctions prononcées sous réserve qu'il a assorti la peine de prison d'un sursis. Ce jugement est important en ce qu'il a écarté l'argument de l'immunité

diplomatieque invoqué par les prévenus en considérant que (et je cite le jugement en néerlandais) : *“Overeenkomstig artikel 39 van het Verdrag van Wenen, strekt de immuniteit, nadat de diplomatieke functie ten einde is gekomen, zich immers slechts uit tot handelingen die de diplomaat heeft gesteld bij de uitoefening van zijn taken als lid van de diplomatieke missie. Het overbrengen van personeel (via toeristenvisum), de huisvesting en de tewerkstelling van personen in de private residentie van de diplomaat vallen niet onder de term officiële, diplomatieke handeling.”*

En matière de transaction pénale, l'introduction du système Crossborder a entraîné des complications du point de vue administratif, de sorte que seulement 4 dossiers néerlandophones ont été clôturés avec une proposition de transaction.

Au niveau de la digitalisation, les dossiers francophones ayant fait l'objet d'une citation en 2022 ont tous fait l'objet d'un scannage intégral sur Justscan, aucune copie papier n'étant réalisée pour la farde de réserve de l'auditorat. L'effort a été poursuivi en 2023.

Les dossiers ECOFIN-FISC-SOC confiés par le parquet de Bruxelles, l'auditorat de Bruxelles, le parquet fédéral et les juges d'instruction aux DR4 et 5 de la PJF sont examinés lors des réunions de la commission de

pondération. La pondération proposée par la PJF pour chaque dossier y est entérinée (ou pas).

Depuis la participation de l'auditorat du travail de Bruxelles à cette commission de pondération (dernier trimestre 2021), 10 dossiers y ont été présentés et 6 dossiers ont reçu le score 1 (c'est-à-dire qu'ils ont été (ou seront) traités par priorité). C'est un signal fort en matière de lutte contre la fraude sociale grave et organisée. Il est vraisemblable que sans cette commission de pondération, les dossiers de l'auditorat du travail de Bruxelles auraient eu peu de chance d'être traités dans un délai raisonnable par la PJF.

### **Wat is nu de stand van zaken met betrekking tot de bedrijvigheid in de arbeidsrechtbank en het arbeidsauditoraat te Leuven?**

Het arbeidsauditoraat van Leuven werkt sinds juni 2022 opnieuw met een voltallig kader van 3 magistraten. Er zijn 7 administratieve medewerkers.

De arbeidsrechtbank te Leuven heeft 1.424 vonnissen en 2.104 beschikkingen uitgesproken.

Het arbeidsauditoraat opende 390 nieuwe burgerlijke dossiers, een lichte daling ten aanzien van 2021.

In 2022 heeft het arbeidsauditoraat 479 adviezen verleend, hetzij een lichte stijging tegenover 2021. Het betreffen voornamelijk adviezen inzake ziekte en invaliditeit, werkloosheid, sociale bijstand en personen met een handicap.

De arbeidsauditeur signaleert dat er nog steeds betwistingen zijn in het kader van de opeenvolgende fases van de persoonsvolgende financiering (zorg) en de prioritering van personen met een handicap via wachtlijsten. Er was een toename van geschillen over de terugvordering van corona-overbruggingsrecht voor zelfstandigen. In de materie 'werkloosheid' zijn er nog steeds geschillen over het corona-ouderschapsverlof en de tijdelijke werkloosheid corona.

De toenemende digitalisering vergt doorgedreven aandacht van de magistraten en de administratie. Het arbeidsauditoraat werkt met haar eigen 'e-dossier' waarin de belangrijkste stukken op coherente en logische wijze worden opgeslagen.

In 2022 werden 837 nieuwe strafzaken geregistreerd, hetgeen een stijging van 12 % ten aanzien van 2021 inhoudt. In 2021 werd een significante daling van 25 % genoteerd.

De correctionele rechtbank, zetelend in zaken sociaal strafrecht, velde in het betrokken jaar 27 vonnissen:

- aan twaalf veroordeelden werden effectieve hoofdgevangenisstraffen opgelegd gaande van 3 maanden tot 18 maanden effectief
- geldboetes voor een totaal van 3.015.200,00 euro, waarvan 2.183.200,00 euro effectief.
- 3 beklaagden werden vrijgesproken

Er werden in 114 dossiers minnelijke schikkingen voorgesteld voor een totaalbedrag van 559.458,00 euro. Hiervan werd reeds 219.450,00 euro betaald (39%).

In het kader van de bestuurlijke handhaving werd meegewerkt aan het opzetten en uitbouwen van operationele tafels in 2 steden binnen het arrondissement.

De magistraten van het arbeidsauditoraat gaven opleidingen aan politie- en inspectiediensten en aan studenten in het kader van een gastcollege “sociaal handhavingsrecht”.

**Les activités du tribunal du travail du Brabant wallon et de l'auditorat du travail du Brabant wallon vont maintenant retenir mon attention.**

Le tribunal du travail a ouvert 1.152 nouveaux dossiers civils.

Le tribunal a prononcé 772 jugements en 2022, dans les matières relevant de notre compétence, et 1585 jugements toutes matières confondues.

L'année 2022 aura connu plusieurs modifications importantes sur le plan des ressources humaines de l'auditorat du travail, tant au niveau des magistrats que du personnel administratif.

En effet, un des substituts a démissionné le 24 juillet 2022 et n'a été remplacé que le 22 février 2023.

Le cadre administratif a été renforcé par l'arrivée d'un nouveau secrétaire et d'une nouvelle assistante, le 1<sup>er</sup> mars 2022. Deux contrats cashflow ont en outre été attribués à l'auditorat, ce qui a permis de répartir la charge de travail équitablement sur le personnel administratif.

Parmi ces deux contrats cashflow, un juriste est entré en fonction.



Son arrivée a permis notamment de relancer le service «exécution des peines » et plus particulièrement les enquêtes pénales d'exécution dont le suivi avait été mis en suspens par manque de capacité.

Au civil, l'auditorat du travail a siégé dans 31 audiences à Nivelles et 39 audiences à Wavre, soit au total 70 audiences.

L'auditorat du travail de Brabant Wallon a procédé à l'information de 457 dossiers et a émis 568 avis, ce qui représente une augmentation de 11 pourcent.

En 2022 l'auditeur du travail a ouvert 820 nouveaux dossiers pénaux, contre 939 en 2021. La diminution du nombre de dossiers pourrait s'expliquer par le manque d'effectifs au sein de plusieurs services d'inspection, parmi lesquels le CLS, l'INAMI et l'INASTI. Il en résulte nécessairement une diminution du nombre de contrôles et, par conséquent, de pro justitia.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, chaque nouvelle affaire est soumise pour visa au magistrat de garde (1 semaine, 7/7, 24/24). Le magistrat définit les codes prévention, examine les pièces de l'information ainsi que les antécédents éventuels du dossier et peut choisir de s'attribuer le dossier (dans la mesure où une prise de connaissance des pièces s'est déjà opérée), traiter le

dossier sans poursuite pénale, attribuer le dossier à un collègue en fonction des antécédents et/ou de la matière, ou laisser la section pénale attribuer le dossier en fonction du nombre de dossiers de chaque cabinet.

Ce nouveau système d'ouverture des dossiers entraîne des répercussions positives sur la durée de l'information pénale puisque 69% des dossiers connaissent une durée d'information inférieure à 12 mois. (En 2021, ce taux était de 51%).

Les accidents du travail liés à des chutes sur chantier continuent de constituer un fléau dans l'arrondissement du Brabant wallon. En 2023, une campagne de sensibilisation sera organisée par l'auditorat, à destination des services de proximité.

77 transactions ont été proposées, contre 46 en 2021. Il s'agit d'une augmentation de 68 % !

En termes financiers, les transactions proposées en 2022 représentent 248.258,00 euro, auxquelles s'ajoutent des indemnisations de parties préjudiciées pour un montant de 102.516,73 euro.

En 2022, le ministère public a siégé lors de 28 audiences. (12 audiences devant la 6ème chambre correctionnelle – 7 audiences devant la chambre du conseil – 9 audiences devant le tribunal de police).

Le montant total des amendes fermes prononcées est de 1.4238.090,00 euro (1.418.650,00 euro en correctionnel et 9.440,00 euro en police) (contre 470.350,00 euro en 2021).

Le montant total des amendes avec sursis prononcé est de 1.608.280,00 euro (1.595.600,00 euro en correctionnel et 12.680,00 euro en police) (contre 622.630,00 euro en 2021).

Le tribunal a également prononcé des confiscations à concurrence de 81.664,53 euro et des restitutions de sommes indûment perçues (236 CPS) à concurrence de 14.909,63 euro (pour l'ONSS).

Le tribunal correctionnel a prononcé des peines d'emprisonnement (avec sursis) pour une durée de 12 mois (contre 144 mois en 2021) (1 dossier).

En matière de peines de travail, 120 heures ont été prononcées (contre 632 heures en 2021) (1 dossier).

Une interdiction d'exploiter pour une durée de 3 ans a été prononcée.

En 2022, le montant des avantages sociaux indûment versés et réclamés aux assurés sociaux dans le cadre des procédures pénales s'élève à 534.895,25 euro, dont 324.051,24 euro au profit de l'ONEM.

Une journée de sensibilisation a également été organisée le 18 novembre 2022 en collaboration avec le Gouverneur et la Province et des représentants du parquet du procureur du Roi.

L'objectif de cette journée était de sensibiliser les services de police, les officiers de l'état civil et les CPAS sur la problématique de la traite des êtres humains, les mariages, les filiations de complaisance, l'accès à la nationalité belge et les actes d'état civil.

Cette journée a rassemblé 71 participants.

### **De bedrijvigheid in het arbeidsauditoraat te Halle-Vilvoorde**

Het arbeidsauditoraat van Halle-Vilvoorde telt op 31 december 2022 3 magistraten op een kader van 4 en heeft aldus een effectieve

bezettingsgraad van 75 procent. Het administratief kader telt 12 personeelsleden en is voltallig.

Er werden 447 nieuwe dossiers geopend door het auditoraat. De stijging die in 2021 werd ingezet (een stijging van 31 %), wordt dus bestendigd. Het arbeidsauditoraat verleende 442 adviezen, hetgeen een lichte daling impliceert.

In 2022 ontving het arbeidsauditoraat Halle-Vilvoorde 1146 nieuwe strafdossiers, waarvan 144 Franstalige dossiers. Dat is een lichte daling tegenover het jaar voordien: in 2021 werden 1243 nieuwe strafdossiers ingeschreven.

In 2022 werden er 21 vonnissen uitgesproken in dossiers van het arbeidsauditoraat van Halle-Vilvoorde. In 2021 waren dit er 29.

Het totaalbedrag van de geldboetes bedraagt :

- effectieve geldboeten : 946.840 euro.
- geldboeten met uitstel : 505.360 euro.

Le tribunal a également prononcé des peines d'emprisonnement ferme pour un total de 5 ans à charge de 3 condamnés, ainsi qu'un total de 36 mois avec sursis à charge de 5 personnes.

In 2022 werden 7 zaken mee opgevolgd door de pool sociale fraude.

En 2022, le montant total des transactions pénales proposées est de 45.712 euro.

De strafsectie van het arbeidsauditoraat Halle-Vilvoorde zette in 2022 belangrijke stappen in het kader van digitalisering en papierloos werken. In 2021 werden door de arbeidsauditeurs shares gecreëerd, waardoor het delen van informatie met alle leden van het auditoraat op een vlotte en meer transparante manier verliep.

Daarnaast werd ingezet op het inscannen van de strafdossiers via JustScan, zodat minstens de dossiers die gedagvaard worden digitaal beschikbaar zijn voor advocaten, rechtzoekenden en de eigen magistraten.

**Je termine maintenant par la description des principales tendances qui se sont dégagées des activités respectives de la cour du travail et de l'auditorat général de Bruxelles.**

## **Het arbeidshof Brussel**

In 2022 was het kader van magistraten van het arbeidshof volledig ingevuld. Het kader van de griffiers was in 2022 voor 74 % ingevuld. Er werd een hoofdgriffier en griffier-hoofd van dienst benoemd. Het overige administratief personeel kende een effectieve bezettingsgraad van 93,5 %.

Dankzij de solidariteit van de arbeidshoven van Gent en Antwerpen, evenals van de gepensioneerde raadsheren die actief bleven als plaatsvervanger en de interne solidariteit tussen de Nederlandstalige en Franstalige magistraten kon het arbeidshof de input in 2022 verwerken.

Volgende cijfergegevens geven enige duiding bij de werking van het arbeidshof in 2022:

- Er werden 1072 arresten uitgesproken, hetzij gemiddeld 97 arresten per raadsheer. Dit is het hoogste gemiddelde van het land.
- 85,6 % van de arresten wordt binnen een termijn van twee maanden uitgesproken, wat opmerkelijk is.

- In 2022 werden 904 nieuwe dossiers geregistreerd. De daling van het aantal beroepen zet zich dus verder. Ten aanzien van 2021 noteren we een lichte daling van 4 %.

De cijfers van de SAS bevestigen echter al jaren dat het kader in het arbeidshof Brussel ontoereikend is. Ondanks de daling van het aantal nieuwe zaken, blijven de behandelingstermijnen in sommige kamers zorgwekkend. Het management van het hof moet dus prioriteiten stellen in de te behandelen materies: bijvoorbeeld inzake de OCMW-zaken, sociale zekerheid, arbeidsongevallen, betwistingen inzake personen met een handicap ten nadele van de andere geschillen.

Het allocatiemodel dat door het College van hoven en rechtbanken werd ontwikkeld, bevestigt dat een kaderuitbreiding van 11 naar 15 magistraten nodig is.

De wet van 26 december 2022 is een eerste stap in de goede richting: er wordt één magistraat toegevoegd aan het kader van het arbeidshof van Brussel, evenals twee griffiers. De vacature werd gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 5 mei 2023. Voor het nieuwe gerechtelijk jaar worden opnieuw delegaties voorzien.



## **Het auditoraat-generaal**

Het auditoraat-generaal telt een effectieve bezetting van 4 magistraten op 31.12.2022, hetzij 3 Franstalige en 1 Nederlandstalige magistraat; aldus 80 procent van het volledig kader.

Op het niveau van het administratief personeel was er een effectieve bezettingsgraad van 82 %.

De burgerlijke afdeling opende in 2022 389 nieuwe dossiers voor advies (301 Fr. en 88 NI.). De magistraten van het auditoraat-generaal namen 176 zittingen van het arbeidshof waar (129 Fr. en 47 NI.), hetzij gemiddeld 17,6 zittingen per maand (berekend op 10 maanden). Er werden in totaal 428 adviezen verleend (330 Fr. en 98 NI.), waarvan 61 schriftelijke adviezen (43 Fr. en 18 NI.). Dit is een lichte daling in vergelijking met 2021 (462 adviezen).

Het auditoraat-generaal nam deel aan de nationale werkgroep BPM – business proces management – inzake de identificatie van de burgerlijke werkprocessen van de auditoraten-generaal. Deze activiteiten zullen

worden verdergezet nadat Justview in alle arbeidshoven werd uitgerold en de potentiële impact op de werkprocessen in kaart kan worden gebracht.

Het vademecum van de burgerlijke afdeling, evenals bepaalde modeldocumenten werden onder de loep genomen en - zo aangewezen - aangepast, onder meer rekening houdend met het arrest van het Hof van Cassatie van 24.10.2022.

Er wordt zo veel mogelijk gewerkt aan de hand van de databank van het arbeidshof - CTAH / Justview. Het gebruik van papieren kopieën wordt beperkt.

De magistraten van de burgerlijke afdeling overleggen op geregelde basis en trachten de vinger aan de pols te houden van de evolutie in zowel de Franstalige als de Nederlandstalige rechtspraak.

Het auditoraat-generaal werd betrokken bij het nieuwe project van het arbeidshof inzake de verzoeningsprocedure in het arbeidsrecht, waarvoor twee nieuwe kamers werden gecreëerd. Deze procedure ging begin 2023 van start.

Tot slot wordt nog benadrukt dat de goede samenwerking met de leden van het arbeidshof van primordiaal belang is voor een kwaliteitsvolle geschillenbeslechting. Immers hebben de dossiers vaak betrekking op juridisch en menselijk complexe geschillen inzake fundamentele sociale rechten en verplichtingen van sociaal verzekerden.

En matière pénale, le nombre de nouvelles affaires pénales en 2022 est de 34 dossiers, soit 21 nouveaux dossiers francophones et 13 nouveaux dossiers néerlandophones. Il s'agit d'une baisse de 15% par rapport à 2021 principalement du côté néerlandophone.

Par ailleurs, le nombre d'appels ne doit pas cacher le fait que les dossiers frappés d'appel sont plus volumineux et complexes au fur-et-à-mesure des années écoulées. Les mécanismes frauduleux retiennent des infractions tant au droit pénal social qu'au droit commun (blanchiment, faux notamment) et nécessitent parfois plusieurs audiences pour être traitées. Ces dossiers concrétisent la politique criminelle choisie par les auditorats du travail du ressort de privilégier la fraude sociale grave et organisée.

Dans la même perspective, il est utile de rappeler que j'ai mis en place le pool « fraude sociale » dont la finalité était d'augmenter l'efficacité de la lutte contre la fraude sociale grave et organisée et contre les dossiers de

dumping social en incorporant le principe d'intégration verticale du ministère public en première et deuxième instance. Au-delà de l'intégration verticale, le pool fraude sociale a surtout été un formidable lieu d'échange de l'information entre les collègues des auditorats du travail du ressort. Cet échange d'information et le développement des «best practices» a finalement permis à tous les auditorats du travail du ressort de devenir des acteurs crédibles en matière de lutte contre la fraude sociale grave et organisée. Certes, au vu de certaines décisions rendues, il reste du chemin à parcourir pour être pleinement efficace mais je garde espoir car la voie est tracée.

En 2022, il y a eu 35 audiences correctionnelles, 25 audiences francophones et 10 audiences néerlandophones. C'est une augmentation de 13 % du nombre d'audiences francophones par rapport à 2021. Nonobstant la situation compliquée de la cour d'appel au niveau de la gestion des audiences, la 11<sup>ème</sup> chambre francophone de la cour d'appel continue à maintenir le système de 2 ou 3 audiences correctionnelles de droit pénal social toutes les 6 semaines. Ce système mis en place depuis mars 2020, a conduit à des résultats remarquables au niveau de la durée des procédures en appel puisque pour l'année 2022, le temps moyen d'un traitement d'un dossier est de 245 jours entre la première fixation et la date de l'arrêt. En 2019, il était de 1026 jours !

65 arrêts ont été prononcés en 2022 (38 par la 11<sup>ème</sup> chambre francophone de la cour d'appel et 27 par la 15<sup>ème</sup> chambre néerlandophone de la cour d'appel).

Il est important de noter que le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2022 a ainsi connu une diminution significative de 18% par rapport au nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2021.

Au niveau de la chambre des mises en accusation, l'activité de l'auditorat général est restée importante en 2022 surtout du côté francophone où il a siégé dans 23 audiences. Il est toutefois à noter que le nombre d'audience « détenu » francophone a diminué. Il est passée de 20 audiences en 2021 à 7 audiences en 2022. Il n'y a pas eu d'audience « détenu » néerlandophone en 2022.

Enfin, l'auditorat général gère via un système de double délégation les dossiers de réhabilitation du ressort à l'exception des dossiers de Leuven dans la phase préparatoire. En 2022, le nombre de nouveaux dossiers de réhabilitation traité par l'auditorat général est de 593 dossiers (67,2% dossiers francophones et 32,8 % dossiers néerlandophones).

Ce contentieux a donc connu une augmentation de 21,2% par rapport à 2021. En 2022, les chambres des mises en accusation francophone et néerlandophone ont prononcé 461 arrêts (368 Fr et 93 NI).

X X  
X

Madame le Premier président, je termine mon discours, sans oublier de remercier de tout cœur la magnifique équipe de magistrats, juristes, criminologues, analystes statistiques et collaborateurs administratifs de l'auditorat général de Bruxelles, ainsi que les auditorats du ressort, pour leur engagement assidu et professionnel pendant l'année écoulée.

Ik wens ook de Nederlandstalige collega's van het parket-generaal, maar vooral van de arbeidsauditoraten van het rechtsgebied oprecht te bedanken omdat zij de correctionele zittingen van de 15<sup>de</sup> kamer inzake sociaal strafrecht voor hun rekening hebben genomen ter vervanging van de magistraat-titularis van het auditoraat-generaal die langdurig afwezig is wegens ziekte. Een sterk staaltje van solidariteit binnen het Openbaar Ministerie.

Mevrouw de eerste voorzitter, ik vorder dat het aan het Hof behage zijn werkzaamheden voort te zetten. Madame la Première présidente, je requiers qu'il plaise à la Cour de bien vouloir poursuivre ses travaux.

Johan Delmulle

Procureur-generaal Brussel

Procureur général Bruxelles